

Cherbourg : ils se mobilisent pour soutenir une famille angolaise menacée d'expulsion

Ce 30 novembre, des personnels du collège des Provinces, l'association Itinérance et une élue de Cherbourg se sont réunis en soutien d'une famille expulsée de son logement.



La communauté éducative du collège des Provinces, des membres de l'association Itinérance et Valérie Varenne, maire-adjointe, était présents ce mardi 30 novembre 2021 devant le bâtiment où la famille habite.

Mardi 30 novembre 2021 au matin. Une partie de la communauté éducative du collège des Provinces à Octeville, des membres de l'association Itinérance, mais aussi Valérie Varenne, maire-adjointe en charge des solidarités et du CCAS, sont postés devant un bâtiment au numéro 1, de la rue Cambrésis, à Cherbourg-en-Cotentin (Manche).

[Des réfugiés dans l'impasse : le coup de gueule d'une élue de Cherbourg](#)

Une mère de famille angolaise et ses six enfants à la rue

À l'intérieur, dans l'un des appartements, « une équipe de France Terre d'asile, sur ordre de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, vient notifier une sortie de logement, à une mère de famille angolaise et à ses six enfants », indique Valérie Varenne. Cette décision fait suite à un refus d'une demande d'asile, reçue début novembre 2021 par la famille.

France Terre d'asile a émis la possibilité « de prendre en charge, pour la famille, des nuits à l'hôtel », précise l'élue.

Nous souhaitons trouver d'autres solutions afin que cette femme et ses six enfants ne se retrouvent pas dans le dispositif 115. Il faut assurer la continuité de la scolarité des enfants. Deux sont scolarisés à l'école Hameau Noblet, deux autres au collège des Provinces et l'aîné dans un lycée cherbourgeois. Le dernier enfant est né à Cherbourg-en-Cotentin.

Valérie Varenne -

[Cherbourg](#) : des restaurateurs se mobilisent pour garder leur salarié étranger

"Si besoin, nous allons camper devant l'appartement"

De son côté, l'association Itinérance a avancé les propos suivants : « Pour nous, il est hors de question que la solution soit trois nuits d'hôtel à un endroit. Nous sommes bien conscients de la difficulté de la tâche de France Terre d'asile. Nous considérons cela comme de la maltraitance d'Etat de sortir une famille, un 30 novembre. »

Il faut nous battre pour que cela cesse. Pour le moment, la famille va rester. Si besoin, nous allons camper devant l'appartement, mais cette famille ne sortira que lorsqu'une solution pérenne aura été trouvée.

-